

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques chroniques, éolien, sites et sols pollués  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 5 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SUMIRIKO Rubber Compounding France**

Usine des Caillots  
58300 DECIZE

Références : 220503

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2022 dans l'établissement SUMIRIKO Rubber Compounding France, implanté Usine des Caillots - 58300 DECIZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Appel de l'OFB à l'astreinte DREAL le samedi 28 mai à 11h50 :

« Les pompiers ont fait une intervention en rivière à Decize, à la confluence entre la Loire et l'Aron vendredi. Quand ils sont remontés, leur équipement était souillé.

[...]

L'OFB est allé voir à l'exutoire de Sumiriko, mais n'a constaté que quelques irisations, très différentes des souillures présentes sur l'équipement du SDIS.

[...]Pour l'instant, il ne fait pas de lien entre la pollution et Sumiriko, mais va sans doute dresser une procédure contre x. Il serait intéressé, si une inspection est menée sur le site, par [les conclusions de la DREAL] pour compléter sa procédure. »

Suite au signalement du SDIS 58, le service de l'OFB nivernais s'est rendu à l'exutoire de l'entreprise SUMIRIKO à DECIZE (58) afin de vérifier l'existence éventuelle d'une pollution en cours. Rien n'a été remarqué.

L'UiD DREAL s'est rendue avec l'OFB chez Sumiriko sur cette suspicion de pollution hydrocarbures.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUMIRIKO Rubber Compounding France
- Usine des Caillots - 58300 DECIZE
- Code AIOT dans GUN : 0005401335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

La société SUMIRIKO est spécialisée dans la fabrication de pièces anti-vibratoires en sous-traitance pour l'industrie et le ferroviaire (pièces de plus grandes dimensions), de manchons compensateurs pour les canalisations et, enfin, de pièces élastomériques et de dissolution (caoutchouc mis en solution dans différents types de solvants). L'entreprise est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007. L'entreprise a employé jusqu'à près de 800 salariés à Decize dans les années 70-80, et en emploie actuellement un peu plus de 140 salariés (sur deux entités, une dédiée à la production SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE et une dédiée à la R&D) depuis la séparation avec la société ANVIS qui est actuellement locataire d'une partie du site mais va déménager dans l'année. SUMIRIKO est l'exploitant au titre des ICPE pour tout le site dont la partie louée à ANVIS.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- pollution

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point de rejet R2	AP Complémentaire du 06/12/2018, article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il en ressort que la pollution ne semble pas due à Sumiriko, leurs installations de traitement fonctionnent. L'OFB s'oriente plus sur un démazoutage sauvage d'un bateau...

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Point de rejet R2

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/12/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le premier alinéa du paragraphe intitulé « Confinement des eaux d'incendie » de l'article 11.4 est supprimé et remplacé par l'alinéa suivant :</p> <p>« L'ouvrage d'évacuation R2 des eaux dans l'ARON doit être muni d'un dispositif obturateur permettant de confiner les eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle. »</p> <p>Le tableau du point B relatif au rejet R2 de l'article 14.3 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :</p> <p>[...]</p> <p>-Paramètres:  Hydrocarbures totaux</p>

-Concentration  
5 mg/l  
-Flux  
1,5 kg/j  
-Fréquence d'analyse  
Hebdomadaire méthode simple  
et  
Trimestrielle suivant normes AFNOR  
[...]

**Constats :** L'exploitant indique qu'informé par l'UiD DREAL, il a analysé ses réseaux et notamment le rejet à l'Aron et a constaté quelques irisations dans le regard du pré vers l'Aron (là où est la vanne guillotine, encore sur leur site mais en aval de leur séparateur, ainsi qu'au regard intermédiaire), ce qui est surprenant car ils avaient tout nettoyé (suite à la pollution précédente).  
Ils ont constaté qu'un barrage d'absorbants au niveau du pré était détaché, ils l'ont remplacé.  
L'exploitant s'est engagé à changer sa procédure de contrôle interne pour vérifier l'absence de problèmes au niveau du point de rejet.  
L'exploitant a appelé la SAVAC pour pouvoir pomper l'après-midi de l'inspection, après les constats de la DREAL et de l'OFB (l'ordre de pompage a effectivement été donné dès la fin de l'inspection).  
L'ensemble des réservoirs d'huile a été investigué, sans relever de problèmes.  
L'exploitant rappelle qu'il a prévu de faire des investissements en août au niveau des postes de dépotage (suite à la récente fuite d'huile objet de l'inspection précédente).  
L'exploitant indique qu'il va faire des investigations complémentaires pour identifier les sources potentielles : peut-être que les anciens systèmes ont été saturés, et des hydrocarbures auraient été remis en suspension lors du curage. Il précise qu'aujourd'hui tout fonctionne de façon gravitaire, alors qu'auparavant ils avaient recours à des pompes sans régulation automatique qui ont pu avoir un fonctionnement imprévu en situation anormale.

L'exploitant indique ne pas avoir identifié de signal de dysfonctionnement du séparateur (interne au site) ou du préleveur (pas de dépassements hors tolérance), qui est opérationnel depuis mars-avril 2022. L'exploitant a procédé à un test avec bandelettes de détection d'hydrocarbures : ils sont conformes en amont du préleveur. Selon l'exploitant, le site n'est pas à l'origine des émissions d'hydrocarbures.

Le débit était d'environ 150 m<sup>3</sup>/h d'eau industrielle ce jour, à une pression maximum qui a été limitée à 2 bars.

L'exploitant indique qu'il va procéder à un passage caméra dans la canalisation principale du site. 2 points de fragilité de la canalisation d'eau avaient identifiés par le passé.

L'exploitant fait procéder à des prélèvements d'eau ce jour (comme tous les lundis).

L'exploitant a transmis l'accès aux résultats d'analyse, la dernière mesure hebdomadaire faite le 23 mai 2022 montre des hydrocarbures à 0,15 mg/l, ce qui est conforme, il en est de même de la mesure du jour-même de l'inspection, à 0,21 mg/l, ce qui est conforme.

L'inspection s'est rendue avec l'OFB au collecteur R22 des eaux usées et pluviales, au regard R2 où est le nouveau séparateur à hydrocarbures, le préleveur, le débitmètre (débit mesuré à 81 m<sup>3</sup>/h), au regard intermédiaire de l'autre côté de la route, et au regard de la vanne de confinement où était présente la société SAVAC pour procéder au pompage commencé à la fin de l'inspection. Rien d'anormal n'a été constaté.

Il en ressort que la pollution ne semble pas due à Sumiriko, leurs installations de traitement fonctionnent, et si leurs investigations ont permis d'identifier quelques légères traces d'hydrocarbures très localisées dans la zone de sortie où sont des absorbants, et quelques améliorations en termes de contrôle, rien ne laisse supposer que Sumiriko soit la cause de la pollution quelques km en aval. L'OFB s'oriente plus sur un démazoutage sauvage d'un bateau...

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet